



ENTRETIEN AVEC

**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

WEST AFRICA OFFICE

PROFESSEUR JIBRIN IBRAHIM

CONDUIT PAR JENNY OUÉDRAOGO

CEDEAO À 50 ANS – QUI FÊTE VRAIMENT ?

ENTRETIEN AVEC

PROFESSEUR JIBRIN IBRAHIM

— CONDUIT PAR JENNY OUÉDRAOGO



IMPRINT

Published by the Rosa-Luxemburg-Stiftung West Africa Regional Office

Author : Jenny Ouédraogo

Cover & Editorial design : Yessine Ouerghemmi



ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

WEST AFRICA OFFICE

Professeur Jibrin Ibrahim est politologue et consultant en développement. Il est Senior Fellow au *Centre for Democracy & Development* et président du comité de rédaction de *Premium Times*, se concentrant sur la démocratie, la gouvernance et les conflits en Afrique de l'Ouest.

— *L'entretien a été conduit par Jenny Ouédraogo, chargée de programme au bureau Afrique de l'Ouest de la Fondation Rosa Luxemburg à Dakar.*

Un demi-siècle après sa création, comment décririez-vous la relation entre la CEDEAO et les populations qu'elle est censée servir ?

La CEDEAO a connu de profondes transformations. À l'origine, elle a été fondée par des régimes autoritaires des seize États ouest-africains de l'époque, avec pour objectif l'intégration économique. Mais les économies étaient largement fermées et liées à leurs anciennes puissances coloniales, rendant cette intégration pratiquement impossible. La région traversait également une instabilité politique, et la CEDEAO a dû intervenir tôt dans la résolution de conflits et le maintien de la paix. Après la Conférence nationale du Bénin en 1989, elle s'est davantage tournée vers la construction démocratique, adoptant en 1991 la Declaration of Political Principles, complétée plus tard par le Supplementary Protocol on Democracy and Good Governance. Ces mesures visaient à rapprocher la CEDEAO des populations. Mais peut-on vraiment parler d'une « CEDEAO du peuple » ? Plutôt non. L'objectif affiché dans la Vision 2007–2020 n'a pas été atteint et a été reporté à 2050. Rhétoriquement, la CEDEAO se veut proche des populations, mais dans les faits, une distance sociale persistante existe. Le pouvoir suprême reste aux mains des chefs d'État, souvent éloignés des citoyens, et cette distance s'accroît au niveau régional. La question centrale est donc : la CEDEAO travaille-t-elle réellement pour les populations, et ces dernières le perçoivent-elles ainsi ? Beaucoup d'Ouest-Africain•es répondraient probablement non, même si cette perception n'est pas toujours exacte.

Avec la scission de l'AES, la pertinence de la CEDEAO est remise en question. Que révèle selon vous l'émergence de l'AES sur les faiblesses de la CEDEAO ?

L'apparition de l'AES constitue une véritable crise, affaiblissant l'organisation. La réduction de quinze à douze États membres est significative. Cela reflète surtout les faiblesses des stratégies de développement et de gouvernance en Afrique de l'Ouest et l'érosion de la crédibilité démocratique, qui a ouvert la voie au retour de régimes militaires. L'Afrique de l'Ouest, autrefois championne des coups d'État, en connaissait moins grâce à la transformation démocratique et aux sanctions de la CEDEAO. Avec le déclin de la démocratie, ils font leur retour. Les régi-

mes militaires des pays de l'AES promettaient meilleure gouvernance et sécurité accrue, mais c'est le contraire qui s'est produit : la sécurité s'est détériorée, le terrorisme s'est étendu et ces pays frôlent désormais l'effondrement politique. Lorsque la population remet en question la dictature militaire, les juntes réagissent par une répression accrue. De nombreux citoyen•nes regrettent les coups d'État, mais les militaires contrôlent toujours les institutions politiques. Exemple : au Mali, les résultats électoraux laissaient prévoir la défaite du parti au pouvoir. La manipulation des élections, l'usage de juges corrompus pour invalider des résultats et remplacer des député•es de l'opposition par des candidats proches du pouvoir ont été un affront flagrant à la démocratie, créant un terrain propice au coup d'État.

Les dirigeants régionaux invoquent souvent la 'sécurité' pour justifier les budgets militaires et la fermeture des frontières, alors que la population continue de subir à la fois la violence et la répression. Comment la CEDEAO devrait-elle repenser la sécurité du point de vue des citoyen•ne•s ?

Il y a une vraie crise sécuritaire en Afrique de l'Ouest : terrorisme idéologique ou banditisme, enlèvements, vols, attaques contre les agriculteurs. Les déplacements sont dangereux dans de nombreuses zones et l'insécurité domine le quotidien. Le problème est aussi démographique : une population très jeune se sent exclue, faute d'accès à l'éducation ou parce qu'elle n'assure plus la mobilité sociale. Lorsqu'elle proteste, l'État répond par la violence. Depuis la chute du régime libyen, les armes ont proliféré. Beaucoup de jeunes se sont armés – pour voler, harceler ou résister à la répression étatique. Cela reflète un effondrement du pacte social entre gouvernements et citoyens. Les États doivent reconnaître que cette crise découle en partie de leurs propres manquements. Améliorer la gouvernance, les services sociaux et la sécurité est essentiel pour restaurer la paix.

Comment la menace terroriste est-elle perçue dans les pays non membres de l'AES ?

La conscience qu'aucun pays n'est vraiment sûr se renforce. Même si l'insécurité reste plus élevée dans le Sahel, la population ouest-africaine prend de plus en plus conscience qu'elle n'est pas à l'abri. Côte d'Ivoire a connu des incursions transfrontalières, le Togo aussi, et récemment le Sénégal. Les autorités sont conscientes des risques. L'idée d'un pays « sûr » en Afrique de l'Ouest devient obsolète et éloignée de la perception publique.

Que pensez-vous des pressions exercées par les gouvernements européens pour que la CEDEAO sanctionne les régimes militaires tout en maintenant des partenariats avec des gouvernements accusés de corruption ou de répression ?

En tant que politologue, je sais que les États agissent toujours dans leur intérêt et que l'hypocrisie fait partie de la diplomatie. Pourtant, le monde bénéficierait d'un véritable engagement pour la démocratie et contre l'autoritarisme. Aujourd'hui, des régimes populistes peuvent arriver au pouvoir non seulement en Afrique de l'Ouest, mais aussi en Europe. J'ai vécu sept ans en France, où beaucoup pensaient que le Front National ne gagnerait jamais. Aujourd'hui, le gouvernement évite même les élections par crainte de son succès. En Afrique de l'Ouest, de nombreux jeunes appellent à des coups d'État pour renverser ce qu'ils perçoivent comme des gouvernements démocratiques corrompus. C'est inquiétant pour tous ceux attachés à la démocratie. Nous assistons à un effondrement plus large de l'ordre mondial basé sur des règles et à une manipulation croissante des populations, notamment via les réseaux sociaux. L'Europe et l'Afrique partagent donc un intérêt commun : défendre les standards démocratiques et résister aux forces populistes qui veulent ressusciter l'autoritarisme et semer la division.

La CEDEAO promet la libre circulation en Afrique de l'Ouest, mais les populations subissent harcèlement et frontières fermées. Qui bénéficie réellement de l'intégration régionale ?

La libre circulation des biens et des personnes fonctionne mieux en Afrique de l'Ouest que partout ailleurs sur le continent, et c'est un acquis majeur. Les difficultés d'application reflètent cependant la nature des États concernés. À Abuja, les citoyen•nes sont souvent contrôlé•es même la nuit. Aux frontières, une « culture frontalière » s'est développée. La CEDEAO suppose que les voyageurs ont des passeports, ce qui n'est pas toujours le cas, créant des lacunes exploitées par les fonctionnaires. La corruption persiste et les citoyens rencontrent souvent des obstacles bureaucratiques qui épuisent leurs ressources, surtout sans documents en règle.

Pourquoi les États membres acceptent-ils les accords migratoires de l'UE alors qu'ils accroissent la répression de leurs citoyens ?

Les pays européens cherchent à se protéger de la migration, malgré des systèmes de retraite et de santé en difficulté. Négocier avec d'autres pays pour que certaines personnes contribuent à stabiliser leurs sociétés aurait du sens, mais le racisme est un obstacle majeur. Les régimes frontaliers externalisés transforment le contrôle migratoire en outil de répression et créent des zones de violence et d'exploitation dans le Sahel. Les gouvernements africains ont une responsabilité de protéger les jeunes. Des campagnes de sensibilisation sont urgentes pour montrer les risques extrêmes de la migration irrégulière. Pourtant, les États membres continuent d'accepter ces accords pour l'aide financière reçue. Le problème profond réside dans la gouvernance : de nombreux responsables politiques ne sont pas réellement engagés envers leur peuple. Élus pour servir les citoyen•ne•s, ils mettent plutôt en œuvre des politiques visant à satisfaire des intérêts étrangers. Cela illustre un défi plus large : l'Afrique de l'Ouest manque de

Que devrait changer si la CEDEAO veut servir les populations dans les 50 prochaines années

Pour survivre dans les deux prochaines années, la CEDEAO doit réformer profondément sa gouvernance. L'autorité des chefs d'État doit se conformer aux principes démocratiques et constitutionnels du Supplementary Protocol on Democracy and Good Governance. Des décisions clés sont attendues en décembre, et elles conditionneront les 50 prochaines années. La priorité immédiate est d'arrêter l'érosion de la culture démocratique, souvent due aux excès exécutifs. Les présidents ouest-africains accèdent au pouvoir démocratiquement mais échouent à tenir leurs promesses. Perdant le soutien populaire, ils manipulent les constitutions, prolongent les mandats ou truquent les élections. Ce schéma explique une grande partie de la crise actuelle. Au Bénin, la Cour suprême a empêché le principal parti d'opposition de se présenter. En Côte d'Ivoire, les deux principaux rivaux du président Ouattara ont été disqualifiés. Impossible d'attendre des dividendes démocratiques lorsque les règles sont réécrites pour bloquer la concurrence. C'est le défi central que la CEDEAO doit relever si la démocratie veut durer encore 50 ans.